

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Comité spécialisé de la formation professionnelle maritime.

Par arrêté du ministre des transports en date du 8 mai 1980 :

Sont nommés membres du comité spécialisé de la formation professionnelle maritime :

1° REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS NATIONALES SYNDICALES D'ARMATEURS ET DE MARINS

A. — Armateurs.

a) Commerce.

Titulaires.	Suppléants.
MM. de Demandolx (Pierre).	MM. Baudard (Roger).
de Dinechin (Guy).	Carus (Georges).
Douplitzky (Igor).	Guenais (André).
Godillon (Albert).	Le Floch (Jacques).
Lalau-Keraly (Loïc).	Lucas (Emile).
de La Vernet (François).	Marinet (Gabriel).
Renaud (Claude).	Pasquet (Alain).
Rey (J.-Claude).	Rigaud (Marcel).
Tual (René).	Thomas (Louis).

b) Pêche.

Titulaires.	Suppléants.
MM. Besnard (J.-Maurice).	MM. Battez (Pierre).
Dion (Michel).	Delpierre (Jean-Pierre).
Le Garrec (Paul-Georges).	Hussenot (Gérald).
M ^{me} Huret (Bernadette).	Lion (Bernard).
M. Parres (Alain).	Soisson (Patrick).

B. — Personnel navigant.

a) Officiers

Titulaires.	Suppléants.
MM. Charpiot (Raymond).	MM. Chenu (Alain).
Lefebvre (Daniel).	Miniou (Jean).
Donnadieu (Robert).	Gouiran (Lazare).
Aupiais (Marcel).	Heraud (Albert).
Rouault (Jean-Marie).	Lefebvre (Bernard).
Declercq (Jean-Paul).	Servant (Michel).
Verrieux (Raymond).	Queguiner (François).
Marcantetti (Antoine).	Habault (Robert).

b) Marins.

Titulaires.	Suppléants.
MM. Bobinec (Jacques).	MM. Aranaz (Raphaël).
Lagain (François).	Savina (Dominique).
Castanier (Georges).	Flamant (Gérard).
Bredel (Gilbert).	Jouault (Joël).
Coppin (Louis).	Vrignaud (Louis).
Anger (Edouard).	

2° MEMBRES DÉSIGNÉS EN TANT QUE PERSONNES QUALIFIÉES

MM. Gland (Bernard).	MM. Raoult (Julien).
Paintoux (Claude).	Savornin (Jacques).
Quiniou (Roger).	

3° DIRECTEURS D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES MARITIMES

MM. Pontoizeau (Pierre).	M. Colin (Jean-Claude).
Maillet (Abel).	

4° REPRÉSENTANTS DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT MARITIME (ANNÉE SCOLAIRE 1979-1980).

a) Enseignants.

Titulaires.	Suppléants.
MM. Bertran (Pierre).	MM. Roquet (Yves).
Bruno (André).	Brard (Robert).

b) Étudiants.

Titulaires.	Suppléants.
MM. Boyer (Dominique).	MM. Crestian (Richard).
Prischi (Nicolas).	Nurdin (Jean-Pierre).

5° OFFICIER SUPÉRIEUR DE MARINE NOMMÉ SUR PROPOSITION DU MINISTRE DE LA DÉFENSE

M. Wybo (Alain), capitaine de corvette

L'arrêté du 31 mars 1976 modifié portant nomination au comité spécialisé de la formation professionnelle maritime est abrogé.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Modification de l'arrêté du 7 mars 1973 relatif aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 73-131 du 8 février 1973 relatif aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et aux brevets d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs ;

Vu le décret n° 78-536 du 12 avril 1978 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1973 relatif aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 3 (4^e alinéa) de l'arrêté du 7 mars 1973 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Il émet, sous le contrôle du directeur départemental de la jeunesse et des sports ou de l'inspecteur de la jeunesse et des sports, son avis sur les aptitudes de chacun des candidats. »

Art. 2. — L'article 4 (6^e alinéa) de l'arrêté du 7 mars 1973 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« A l'issue de ce stage le directeur du centre de vacances ou de loisirs ainsi que le directeur départemental de la jeunesse et des sports ou l'inspecteur de la jeunesse et des sports émettent un avis motivé sur les aptitudes du candidat et sur la manière dont il a assumé sa fonction d'animateur. »

Art. 3. — L'article 5 (3^e alinéa) de l'arrêté du 7 mars 1973 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Le directeur départemental de la jeunesse et des sports ou l'inspecteur de la jeunesse et des sports émet son avis sur cette session et sur la qualité du travail effectué. »

Art. 4. — L'article 11 (4^e alinéa) de l'arrêté du 7 mars 1973 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Le responsable de l'œuvre organisatrice du centre de vacances ainsi que le directeur départemental de la jeunesse et des sports ou l'inspecteur de la jeunesse et des sports formulent respectivement une appréciation écrite sur la manière dont le candidat exerce ses fonctions de direction. »

Art. 5. — L'article 12 (4^e alinéa) de l'arrêté du 7 mars 1973 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« A l'issue de cette session, le directeur départemental de la jeunesse et des sports ou l'inspecteur de la jeunesse et des sports émet son avis sur la qualité du travail effectué, le directeur de la session donne son avis sur les capacités du candidat. »

Art. 6. — L'article 14 (3^e alinéa) de l'arrêté du 7 mars 1973 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Deux directeurs départementaux de la jeunesse et des sports ou leurs représentants. »

Art. 7. — Le directeur de la jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1980.

JEAN-PIERRE SOISSON.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Affectation d'immeubles.

Par arrêté du ministre du budget et du ministre de la culture et de la communication en date du 4 juin 1980, est affecté, à titre provisoire, pour une durée minimale de sept ans au ministère de la culture et de la communication (direction de l'administration générale), en vue de l'installation de la direction régionale des affaires culturelles Midi-Pyrénées, les deuxième, troisième étages et les combles de l'aile Sud de l'immeuble sis 56, rue du Taur, à Toulouse (Haute-Garonne).

L'immeuble désigné ci-dessus est inscrit au tableau général des propriétés de l'Etat sous le numéro 310/1015 à la rubrique « Education (services extérieurs) ».

En ce qui concerne ledit tableau, l'affectation nouvelle à titre provisoire est établie au profit du ministère de la culture et de la communication à la rubrique « Culture (services extérieurs) ».